Comité technique ministériel du 13 octobre 2015

L'application du plan de développement de l'apprentissage au ministère de la culture et de la communication

Afin de répondre aux enjeux de l'insertion professionnelle des jeunes dans le monde du travail, le Président de la République a lors de la grande conférence sociale des 7 et 8 juillet 2014 et des assises de l'apprentissage du 19 septembre 2014, défini l'objectif que 500 000 jeunes soient formés en apprentissage en 2017 (426 000 en 2014). Il a demandé à l'ensemble de la fonction publique de contribuer à cet effort, et notamment à la fonction publique de l'État, en lui fixant l'objectif d'accueillir 4000 apprentis en septembre 2015 et 6000 supplémentaires en septembre 2016.

Le cadre général du plan de développement de l'apprentissage a été précisé au plan interministériel par un ensemble de textes et notamment par une circulaire du 8 avril 2015 relative à la mise en oeuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial, et une instruction du 12 mai 2015 de la ministre de la décentralisation et de la fonction publique et du secrétaire d'Etat au budget relative aux modalités financières d'accompagnement de ce plan.

Les contrats d'apprentissage sont des contrats de droit privé qui relèvent pour l'essentiel du code du travail (cf CERFA), avec certaines spécificités pour les employeurs publics. Une note du 7 août 2015 a ainsi récemment précisé les conditions de mise en oeuvre de l'indemnisation chômage des apprentis pour l'Etat et ses établissements publics administratifs. La publication du décret relatif à la procédure de dérogations permettant aux mineurs en situation de formation professionnelle dans la fonction publique de l'État d'effectuer des travaux dits « réglementés » est prévue pour octobre.

Le Premier ministre a par note du 15 mai 2015 fixé les objectifs du ministère de la Culture et de la communication :

- 60 apprentis nouvellement formés à la rentrée 2015 ;
- 125 apprentis formés à la rentrée 2016, compte tenu de ceux qui poursuivent leur contrat d'apprentissage conclu en 2015.

Le ministère de la culture et de la communication s'est fortement engagé dans la réalisation de cet objectif, conscient d'avoir de par la diversité de ses missions, de ses métiers et de ses opérateurs la capacité de contribuer pleinement à l'objectif d'une participation plus forte de la fonction publique de l'Etat à l'accès des jeunes à la qualification et à l'insertion professionnelle.

Le 15 janvier 2015 le secrétaire général du ministère a invité les établissements et services concernés à identifier leurs possibilités de recrutement au titre de la rentrée 2015, en les engageant à porter une attention particulière aux métiers d'art, aux métiers de l'administration dans leur diversité, aux métiers de l'architecture et du bâtiment. Des états actualisés de ces remontées ont été transmis aux organisations syndicales pour une réunion de travail qui s'est tenue le 27 mai, puis pour le comité technique ministériel du 4 juin puis du 25 juin, au cours duquel le dispositif général et son application au ministère de la culture et de la communication ont été présentés. Il a été convenu lors du CTM du 25 juin qu'un point d'actualité serait présenté à la rentrée, puis un point de suivi six mois après le début des périodes d'apprentissage, avant un bilan global réalisé à l'issue de l'exercice 2015/2016.

Le secrétaire général a adressé le 6 juillet à l'ensemble des services et établissements concernés une note précisant les modalités de mise en œuvre du plan au titre des rentrées 2015 et 2016. Il a dans cette note, comme indiqué lors du CTM du 25 juin, appelé les comités techniques locaux à se prononcer sur les modalités d'accueil des jeunes apprentis au sein de leur périmètre.

Le tableau ci-joint, actualisé au 1^{er} octobre, fait état de 94 offres de recrutement pour la rentrée 2015, dont 83 se traduisent au 1^{er} octobre par un recrutement effectif ou en cours de finalisation.

Les 94 offres se répartissent de la manière suivante :

- 3 en administration centrale,
- 6 en directions régionales des affaires culturelles,
- 15 en services à compétence nationale,
- 70 en établissements publics administratifs

Elles portent sur des métiers et domaines divers : ressources humaines, informatique, gestion, communication, documentation, tourisme, audiovisuel, urbanisme, analyse chimique, photographie, encadrement, menuiserie en sièges, aménagement paysager, dorure à la feuille, taille de pierre, tapisserie d'ameublement, ... En termes de niveaux, 23 offres sont de niveau I, 26 de niveau II, 15 de niveau III, 1 de niveau II ou III, 19 de niveau IV, 10 de niveau V.

Sur les 83 contrats conclus ou en cours de finalisation, 44 sont d'une durée de 1 an (le plus souvent pour des licences professionnelles et des masters 2), 35 de 2 ans (le plus souvent pour des diplômes de niveaux III et IV), un plus petit nombre de 3 ans (7 contrats à ce jour).

Une attention particulière est portée au recrutement d'apprentis en situation de handicap. Un apprenti en situation de handicap a été recruté par le CMN, au domaine de Saint Cloud, un recrutement supplémentaire d'apprenti en situation de handicap est envisagé à Versailles

Les maîtres d'apprentissage sont majoritairement titulaires et très majoritairement de catégorie A. Près des deux tiers sont des hommes. Une formation spécifique au ministère est proposée par le secrétariat général pour accompagner les maîtres d'apprentissage dans leur prise de responsabilités. Elle se déroulera les 9 et 10 novembre et sera assurée par le CAFOC.

Ces recrutements d'apprentis bénéficieront des dispositions financières retenues par le gouvernement :

- pas de décompte dans les plafonds d'emploi du ministère en 2015, réintégration en 2016 mais avec une correction technique des plafonds en conséquence. Pour les opérateurs, les apprentis ne sont pas comptabilisés dans le plafond d'autorisation d'emplois fixé en loi de finances.
- financement par un fonds spécifique des coûts de rémunération et de formation des apprentis pour les derniers mois de 2015, de la moitié de ces coûts pour les années 2016 et 2017.